

Genève, capitale du multilatéralisme

On l'a vu précédemment dans la partie sur les ONG, la fin de la guerre froide a profondément modifié la structure de la scène internationale en la complexifiant et en accordant, au fil des années, un rôle de plus en plus important à de nouveaux acteurs. En témoigne l'accroissement exponentiel du nombre d'ONG participant aux travaux des Nations Unies.

De son côté, Genève est depuis des décennies un des principaux points d'ancrage du système multilatéral international. La ville accueille, depuis plus de 100 ans, différents types d'organisations qui traitent de domaines aussi variés que l'action humanitaire, le commerce, les droits de l'Homme, l'environnement et le développement durable, la formation et l'éducation, le maintien de la paix et de la sécurité, la météorologie, la propriété intellectuelle, la recherche nucléaire, la santé, les télécommunications et le travail. Cet ancrage constitue une des dimensions majeures de son identité qui lui assure sa prospérité et un rayonnement exceptionnel. Toutefois, cet ancrage n'a rien d'un acquis. D'autres villes émergent sur le créneau de l'international. On pense principalement aux grandes villes d'Asie comme Hong Kong et Bangkok, pour ne citer qu'elles, ou aussi Dubaï et Johannesburg pour le Moyen-Orient et l'Afrique. Ces villes développent les infrastructures nécessaires à l'accueil de conférences internationales de premier plan.

Pour l'heure, Genève possède un avantage important. Comme le dit le **Centre for Applied Studies in International Negotiations** (CASIN) dans le rapport sur la Genève internationale de demain, « ce qui frappe cependant et retient l'attention n'est pas tant la Genève des organisations internationales et tout ce qui, d'assez classique, gravite autour, mais le fait que cette Genève inter-nationale est en train de se transformer, de devenir une sorte de laboratoire où s'expérimentent et se pratiquent les nouvelles approches techniques de la gouvernance mondiale, le lieu où émergent ces nouvelles institutions, réseaux et modes de faire, dont on peut penser qu'ils constituent une des ossatures de la gouvernance de demain, une gouvernance à laquelle sont associés les gouvernements, la société civile et le secteur privé ».

Des collaborations se mettent en place entre organisations internationales, gouvernements, société civile et secteur privé. Le Sommet Mondial sur la Société de l'information, qui a réuni des représentants de ces différentes entités, illustre de manière exemplaire la nécessité de collaborer entre acteurs venant de différents milieux. La coopération instaurée à Genève dans le **domaine de la santé**, de l'environnement ou de la lutte contre les mines antipersonnel sont des exemples tout à fait remarquables de collaboration réussie.

La coopération dans le domaine de la santé

Ce qui se passe dans le domaine de la santé est, à cet égard, illustratif. Genève est en train d'en devenir un des pôles centraux, non pas du fait de la présence de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), mais du fait qu'autour de l'OMS se sont créés tout un ensemble d'institutions nouvelles, fonds, coalitions, réseaux qui s'attaquent à ces problèmes concrets que sont la malaria, la tuberculose, le sida ou encore la recherche ou la production de vaccins, pour ne donner que quelques exemples.

Ces institutions nouvelles sont le plus souvent tripartites. Elles se concentrent sur des problématiques très concrètes auxquelles elles s'attaquent à travers des principes et des règles nouveaux, mais tout autant à travers des politiques qui correspondent à la réalité et aux enjeux, politiques qu'elles ont les moyens de mettre en oeuvre, à travers des engagements ciblés, mais souvent massifs sur le terrain.

Ces moyens sont entre autres d'ordre financier. Ils sont d'importance et, à l'origine, ont été souvent mis à disposition par le secteur privé. Plus encore, c'est souvent le secteur privé et en particulier de grands entrepreneurs qui au départ donnent les impulsions nécessaires à la création de ces institutions et de ces réseaux.

“De toutes parts nous parvient l'information à vitesse accélérée, à vitesse électronique. On dirait que nous faisons tous partie (...) d'un petit village mondial.”

Herbert Marshall McLuhan, sociologue canadien

A une époque où l'information circule toujours plus vite, la gouvernance globale montre à la fois la complexité, l'enchevêtrement des questions et la variété des intervenants. Ainsi, toujours plus, les questions internationales sont traitées par un éventail d'acteurs, et non plus les seuls acteurs gouvernementaux. En plus des Organisations internationales et des gouvernements, des acteurs appartenant à la société civile, au **monde des affaires** ou des villes et des régions vont, de plus en plus, ensemble, empoigner des problèmes de société très concrets pour s'attacher ensemble à les résoudre.

“La politique mondiale a pendant longtemps été une simple addition de relations entre Etats. Aujourd'hui, elle s'est transformée en un processus transnational beaucoup plus complexe. Il n'y a plus moyen d'ignorer ces acteurs non étatiques.”

Joseph Nye (interview avec M. Xavier Comtesse, collaborateur de la Fondation pour Genève et directeur romand d'Avenir Suisse)

Le monde des affaires et le Pacte mondial (global compact)



En 1999, au Forum économique mondial de Davos, le Secrétaire général de l'époque, M. Kofi Annan, a proposé un « Pacte Mondial » entre l'ONU et les entreprises. Ce Pacte vise à rassembler les entreprises et les organismes des Nations Unies, le monde du travail et la société civile autour de dix principes universels relatifs aux droits de l'Homme, aux normes du travail, à l'environnement et à la lutte contre la corruption et de les traduire dans leur pratique. Le Secrétaire général encourage également les dirigeants syndicaux et les représentants de la société civile à s'associer au Pacte et à en faire une tribune de débat sur les aspects controversés de la question de mondialisation et du développement.

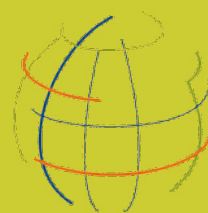
S'appuyant sur le pouvoir de l'action collective, le Pacte Mondial s'attache à promouvoir la responsabilité civique des entreprises afin que le monde des affaires puisse participer à la recherche de solutions pour résoudre les problèmes posés par la mondialisation. En partenariat avec d'autres acteurs sociaux, le secteur privé peut ainsi contribuer à la réalisation du projet du Secrétaire général : une économie mondiale plus viable et plus ouverte.

Le Pacte repose sur un mécanisme volontaire : la participation des entreprises n'est pas obligatoire. Les firmes adhérentes (en 2007, 4'000 entreprises dans 116 pays) doivent respecter les principes clés. Mais aucune sanction ni contrôle ne sont prévus. Il vise plutôt à favoriser les « good corporate practices ». Soit un minimum de règles éthiques que peuvent respecter les grandes entreprises en vue d'une globalisation plus harmonieuse.

DROITS DE L'HOMME

Principe 1 : Les entreprises doivent promouvoir et respecter les droits de l'Homme reconnus sur le plan international ;

Principe 2 : Les entreprises ne doivent pas se faire complices de violations des droits fondamentaux.



LE PACTE
MONDIAL

NORMES DE TRAVAIL

Principe 3 : Les entreprises devraient respecter l'exercice de la liberté d'association et reconnaître le droit à la négociation collective ;

Principe 4 : Élimination de toutes les formes de travail forcé et obligatoire ;

Principe 5 : Abolition effective du travail des enfants ;

Principe 6 : Élimination de la discrimination en matière d'emploi et d'exercice d'une profession.

ENVIRONNEMENT

Principe 7 : Promouvoir une approche prudente des grands problèmes touchant l'environnement ;

Principe 8 : Prendre des initiatives en faveur de pratiques environnementales plus responsables ;

Principe 9 : Encourager la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Principe 10 : Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.

Dans le vocabulaire de la diplomatie et des sciences politiques, ce phénomène correspond au « soft power » développé par le professeur Joseph Nye dans *Bound to lead*, un ouvrage paru en 1990. En français traduit par *puissance souple*, le soft power est la capacité pour un Etat (ou un autre acteur) d'atteindre ses objectifs dans le domaine des relations internationales par la persuasion plutôt que la coercition.

Par la présence de tous ces acteurs sur le territoire helvétique et plus particulièrement à Genève, la Genève internationale est un haut lieu de la négociation multilatérale et donc du soft power.

Toutefois, l'ambassadeur de la Suisse auprès des Nations Unies à Genève, M. Blaise Godet, insiste sur le fait que « la position privilégiée de la Genève internationale n'est pourtant pas acquise. Il convient de poursuivre quotidiennement l'engagement des pouvoirs publics, mais également du secteur privé, afin de la renforcer. L'infrastructure et les conditions cadres offertes aux acteurs internationaux, y compris aux représentants des pays les moins avancés et aux ONG, font partie intégrante de cet engagement; il doit cependant être complété par une ouverture aux nouvelles caractéristiques de la gouvernance globale. L'initiative « Geneva Network » (www.GenevaNetwork.net) lancée par un groupe de personnalités de la Genève internationale va dans ce sens et ce sont ces efforts qui seront déterminants pour le succès d'une ville en tant qu'hôte d'organisations internationales ».

Le « hard power » (littéralement « pouvoir dur ») s'appuie sur la loi et la contrainte pour faire respecter ses décisions, alors que le « soft power » (littéralement « pouvoir doux ») est une force d'influence recourant généralement à la persuasion et à la séduction.

“La Suisse n'est pas quantité négligeable sur le plan politique. Elle possède ce que l'on qualifie parfois de soft power, à savoir l'estime, le prestige et la crédibilité que lui valent à la fois sa longue expérience de la démocratie, du pluralisme et sa tradition humanitaire.”

Mme Micheline Calmy-Rey, 2007

La Fondation pour Genève a publié le premier cahier d'une série de quatre ouvrages destinés à sensibiliser les responsables politiques, les médias, les milieux de l'éducation et de l'économie sur le changement du rôle de Genève dans le concert global des relations internationales. Le premier ouvrage, intitulé « La soft gouvernance », est disponible à l'adresse suivante : www.fondationpourgeneve.ch